



Stéphane de la Rosa

Professeur de droit à l'UPEC –

Directeur du laboratoire MIL

Président de la branche française de la FIDE

Cursus universitaire

- 2010 **Agrégation des Facultés de droit (droit public)**
- 2007 Qualification à la maîtrise de conférences (droit public)
- 2006 **Doctorat en droit public**, Université Aix-Marseille
Sujet : « La méthode ouverte de coordination dans le système juridique communautaire » (dir. R. Mehdi et M-A Moreau, IUE Florence)
Prix de thèse P-H. Teitgen et prix de thèse Université Aix-Marseille
- 2002 DEA droit communautaire Univ. Aix-Marseille, mention bien
- 2001 Magistère en droit des affaires, Univ. Rennes I
- 2001 **Agrégation d'économie gestion** -gestion administrative
- 2000 Maîtrise droit européen, Univ. Rennes I, ment^o bien
- 1999 Licence droit, Univ. Rennes
- 98/01 **Ecole Normale Supérieure de Cachan**, département droit, économie et gestion (D1)
- 1998 DEUG de droit, Paris I Panthéon-Sorbonne, mention bien
- 96/98 Classe préparatoire à l'ENS Cachan - Lycée Turgot (Paris)

CARRIERE ACADEMIQUE

- Depuis 09/2017 **Professeur de droit public à la Faculté de droit de l'Université Paris Est Créteil** (Classe exceptionnelle, promotion CNU 2021)
- 2010 - 08/2017 Professeur de droit public à l'Université de Valenciennes - Faculté de droit, économie et gestion (UVHC)
- 2007 - 2010 Maître de conférences à la Faculté de droit de l'Université 12 - Val de Marne
- 2005 - 2007 ATER à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence
- 2002 - 2005 Allocataire moniteur normalien - Université Aix-Marseille III

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES

- Oct. 2018 **Directeur du laboratoire « Marchés, Institutions, Libertés » (MIL)**, laboratoire de recherche de l'UPEC regroupant 48 EC de la Faculté de droit (sect. CNU 01, 02 et 03) et 45 doctorants
 ➤ Bilan évalué comme « remarquable » par le HCERES en oct. 2024
 ➤ Supervision de 14 lettres d'actualité recensant les nombreuses manifestations, financements nationaux et internationaux obtenus par le MIL : <https://mil.u-pec.fr/lettres-d-information>
- Sept. 2018 Coresponsable du master mention « Droit européen » (avec L. Clément Wilz et A de Nanteuil), responsable du parcours « droit européen des affaires »
- Sept. 2017 Coresponsable du master mention « Droit public des affaires » (avec P. de Montalivet), responsable des parcours « DRCP » et « DPAE » – pilotage du passage à l'apprentissage en 2022 (15 à 20 contrats/an)
- 2015 - 2017 Vice-doyen de la Faculté de droit de Valenciennes
- 2014 - 2017 Responsable du master II Droit public des affaires, parcours « contrats publics » à l'UVHC, pilotage du passage de la formation à l'apprentissage
- 2011- 2016 Responsable du Master I « Droit privé - Droit public » à l'UVHC
- 2011- 2016 Directeur du laboratoire « Institut du Développement et de la Prospective » (IDP EA 1384), composante autonome de recherche et de formation en droit, économie et gestion de l'Université de Valenciennes (60 EC)

Champs de spécialité

- Droit de l'Union européenne - droit général, institutionnel, politiques sectorielles UE
- Droit économique interne et européen – marchés régulés, concurrence, UEM, droit public économique, droit des transports, droit de l'énergie
- Droit des contrats publics interne et européen

Langues

- **Anglais** : C1 – capacité à faire cours et à écrire
- **Espagnol** : C1 – capacité à faire cours et à écrire
- **Italien** : B 1

Vue synthétique de la production scientifique

- **Manuel** : « Droit européen de la commande publique » (3ème ed, 600 p)
- **Direction de 5 ouvrages collectifs**
- **Publications régulières, en français et en anglais**, dans de nombreuses revues juridiques : CMLR, RFDA, AJDA, Rev. TDE, Contrats d'affaires, JCP, European Papers, Concurrences, Rev des contrats, Rev. Aff. européennes

Distinctions scientifiques

- **Titulaire d'une Chaire Jean Monnet à l'UPEC** (2021-2024)
- Titulaire d'une Chaire Jean Monnet à l'Université de Valenciennes(2013-2016)

ENSEIGNEMENTS

Faculté de droit de l'UPEC

▪ Droit institutionnel de l'Union européenne (avec TD)	L2 (div A&B)	33h
▪ Droit des contrats publics (avec TD) (DPA, santé, notariat, européen)	M1	33h
▪ European economic regulation law (M2 droit européen + Erasmus)	M2	25h
▪ Droit de l'Union Economique et Monétaire (UEM) (M2 droit européen)	M2	25h
▪ Pratique du droit européen des affaires (M2 droit public des affaires et M2 Droit européen affaires)	M2	20h
▪ Droit européen des contrats publics (M2 droit public des affaires)	M2	20h
▪ Enjeux contemporains du droit économique européen	M2	15h
▪ Constitutional issues of EU system of fundamental rights (DU EU Law Jean Monnet) (de 2017 à 2019)	L3	15h

Autres établissements

▪ Régulation européenne des transports – contrats et marchés (Paris 2, M2 droit européen des marchés et de la régulation)	M2	15h
▪ Droit économique européen (M1 Sciences Po Paris, 2013/19)	M1	20h

ACTIVITES ET RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

Responsabilités auprès d'organismes nationaux et de recherche

- Membre nommé (depuis 2023) en qualité d'expert international auprès du **FNRS** (Fonds National pour la Recherche Scientifique – Belgique), chargé du financement de la recherche et du suivi des carrières en Belgique.
 - ➔ Evaluation de projets de recherches internationaux (30 à 40/an, 2 à 3 réunions annuelles)
 - ➔ Evaluation de carrières de chercheurs rattachés aux universités belges
- Membre régulier de comités d'évaluation du HCERES en qualité de président (Univ. Bordeaux, 2022) ou d'expert (Grenoble, Rouen, Le Havre)

Responsabilités au sein de réseaux académiques internationaux

- **Président de la branche française de la FIDE** (Fédération internationale pour le droit européen).
 - ➔ Membre du comité directeur FIDE, coordination de la participation française aux congrès internationaux de la FIDE (La Haye, 2020 ; Sofia, 2023 ; Katowice 2025) : coordination entre les juridictions suprêmes (C. Constit, C. Cass, CE), la CJUE et entre les sociétés savantes (AFEE, TEE)
 - ➔ Rapporteur national sur plusieurs rapports thématiques (Droit économique européen et transformations géopolitiques, Droit européen de l'énergie)
- Membre du comité de direction du réseau « Public Contracts in Legal Globalization », réseau international fondé par le Pr. J-B Auby, réunissant 60 experts internationaux en droit des contrats publics. Dans l'exercice de cette fonction :
 - ➔ Organisation annuelle à l'UPEC d'un séminaire international accueillant des experts internationaux et associant les étudiants de master
 - ➔ Coordination de rapports d'expertise au nom du réseau (2025 : recommandations article by article for the revision of the directive on public procurement, publié par la Commission européenne)

Pilotage de la recherche

- Titulaire d'une Chaire Jean Monnet « Instruments juridiques de la souveraineté économique européenne » (2020-2024), programme de recherche prolongé par le projet « PROSPER » (dir. L. Clément Wilz, avec Univ. Dublin) – présentation et bilan de l'ensemble des activités et événements liés à la Chaire : <https://mil.u-pec.fr/chaire-jean-monnet-souverainete-economique>
- Titulaire d'une Chaire Jean Monnet à l'Université de Valenciennes (2013-2016)

Expertises auprès d'institutions publiques

- Expert auprès de la Banque Mondiale pour la définition d'un socle de formation théorique et pratique pour former des juristes en droit des contrats publics en Amérique Latine (2025)
- Auditions régulières par des institutions publiques :
 - Auditions et participation à des conférences auprès d'institutions publiques sur des thématiques liées au droit de la commande publique, aides d'Etat, droit européen et services publics : Région Nord-Pas de Calais (2016, sur le financement de l'économie sociale et solidaire), Ministère de l'économie (2022, sur la défense commerciale, en lien avec la présidence française de l'UE), Collectivité de Corse (2025, sur la DSP de transport avec le continent)
 - Audition par l'Assemblée nationale dans le cadre de la Mission d'information de la conférence des Présidents « Souveraineté numérique nationale et européenne » (2021)
 - Audition par le Conseil économique, social et environnemental (CESE) par la Section des activités économiques, dans le cadre d'un avis portant sur « L'impact des infrastructures de réseaux dans l'économie » (2019)

Participation à des comités de sélection (COS)

- Participation régulière à des COS : UPEC, Paris I, Paris II, Aix-Marseille, Lille, Clermont-Ferrand, Cergy, Nanterre.

INTERVENTIONS A DES CONFERENCES INTERNATIONALES ET A DES CYCLES DE FORMATION

- Professeur invité à la *Florence School of Regulation* (Institut Universitaire Européen, Florence, 2024) pour un cycle de formation sur le droit des transports
- Invitations régulières à intervenir à des conférences internationales en qualité d'expert :
 - Univ. Turin, mars 2023 : « Digital transformation in public procurement »
 - Univ Vienne, nov. 2024 : « Europe's Railways Regulation and the Green Deal: Sustainability, Infrastructure and State Aid »
 - Univ. Leuven, Belgique, dec. 2024 : « Public procurement and the requirements of circular economy »
 - Nottingham University, UK, juin 2024 : « New orientations in the « in house » arrangements in public procurement »
 - Vanderbilt University, Nashville, USA, juin 2024 : « The law on public utilities and the issue of public service obligations »

ACTIVITES ET MISSIONS EN LIEN AVEC LA VIE DE LA FACULTE ET DE L'ETABLISSEMENT

- Participation aux activités de l'IEJ de la Faculté : oraux blancs de préparation au grand oral, présidence de jury du CRFPA
- Chargé de l'évaluation de dossiers RIPEC de l'Univ. Nantes dans le cadre de l'accord UPEC/Univ. Nantes
- Membre de la commission d'aide sociale de l'UPEC (2017/2018)

CV -Annexe 1

Liste exhaustive des publications

1) MONOGRAPHIES INDIVIDUELLES

Droit européen de la commande publique, Bruylant, coll. Droit de l'Union, série « Manuels », 2024, 3^{ème} ed, 728 p.

Droit européen de la commande publique, Bruylant, coll. Droit de l'Union, série « Manuels », 2021, 2^{ème} ed, 596 p.

Droit européen de la commande publique, Bruylant, coll. Droit de l'Union, série « Manuels », 2017, 1^{ère} ed, 468 p.

La méthode ouverte de coordination dans le système juridique communautaire, Bruylant, coll. Travaux du CERIC, 2007, 692 p (publication de la thèse de doctorat, prix de thèse P-H. Teitgen 2007)

2) DIRECTION D'OUVRAGES COLLECTIFS

Principles of public contracts in Europe – Principes des contrats publics en Europe, (collab. P. Valcarcel), Bruylant, coll. Administrative law, Bruylant, avril 2022, 666 p – recherche internationale réunissant 20 contributions d'Etats membres.

Good local governance. Application of European standards for local public services in France and Croatia (collab. Didier Lhomme, Anamarija Musa), Bruylant, coll. Rencontres européennes, 2016, 484 p

L'Union européenne et le fédéralisme économique (collab. F. Martucci, E. Dubout), Bruylant, actes du colloque CEDECE, juin 2015, coll. droit de l'Union, série « Grands colloques », 472 p.

Les contrats de concession en droit européen. Les apports de la directive 2014/23/UE sur l'attribution des contrats de concession, ed. Société Législation Comparée, coll TEE, n° 10, 2014, 220 p.

L'Union européenne et l'idéal de la meilleure législation, (collab. F. Peraldi Leneuf) (dir.), Pedone, coll. IREDIES, cahiers européens n° 5, 2013, 246 p.

3) FASCICULES, RAPPORTS GENERAUX

Fascicule de JurisClasseur « *Politique de cohésion économique, sociale et territoriale – Cadre juridique et organisation générale* », *JurisClasseur Europe Traité*, 2012-5 ; refonte et réécriture en 2023, Fasc. 2110.

« Rapport français sur la politique européenne de l'énergie » (collab. G. Dezobry), in (dir.) M. Szupnar, C. Pacula (dir.), *Energy solidarity and energy security – from green transition to the EU's crisis management*, FIDE 2025 report accessible sur:

<https://monograph.us.edu.pl/index.php/wydawnictwo/catalog/view/PN.4296/377/250>

« Rapport français sur les enjeux géopolitiques en droit économique européen » (collab. F. Matucci), in A. Kornezov (dir.), *The new geopolitical dimension of the EU competition and trade policies*, XXX FIDE report, 2023, Ciela Norma, Sofia.

4) ARTICLES PUBLIES DANS DES REVUES (CLASSEMENT PAR THEME)

Droit européen général et politiques sectorielles de l'UE

« Souveraineté et santé : les enjeux juridiques pour l'Europe », *Pouvoirs* n°190, dossier « La souveraineté européenne », sept. 2024, pp.91-102.

« Les instruments de la politique commerciale commune aux temps de la crise du multilatéralisme : à propos du règlement n° 2023/2675 relatif à la protection de l'Union européenne contre la coercition économique exercée par des Etats tiers », *Annuaire Français de Droit International* 2023, pp. 526-538.

« L'accès aux soins des travailleurs de plateformes, quelles bases juridiques pour quelle action européenne ? », *Rev. Droit Sanitaire et Social*, dec. 2022, pp. 1050-1061.

« Le comité d'examen de la réglementation au sein de la Commission européenne. Un exemple généralisable d'entité dédiée au contrôle de la qualité du droit ? », *JCP G*, 18 janvier 2021, dossier spécial « Changer de culture normative » (dir.) Pr. P. de Montalivet, pp. 68-76.

« Les instruments de la souveraineté sanitaire de l'Union européenne », *Rev. Affaires Européennes (RAE)*, 2021/2, pp. 289-297.

« La "sanction budgétaire" risque-t-elle de faillir ? A propos du règlement portant protection du budget européen en cas de défaillance de l'état de droit », *Rev. Affaires. Européennes (RAE)*, 2019/1, pp. 67-74.

« The OMC processes in the health care field: what does coordination really mean? », *European Papers*, vol. 3, 2018, pp. 215-234.

« La transformation des professions réglementées : notaires, avocats, médecins », coordination d'un dossier pour la *Rev. Aff. Européennes (RAE)*, 2017/3, incluant l'étude « L'Union européenne et les professions réglementées : continuité ou nouvelle approche », 2017/3, pp. 409-422.

« Le programme santé de la Commission européenne : véritable politique européenne de santé ou simple appui aux politiques nationales ? », *Rev. Aff. Européennes (RAE)*, 2017/4, pp. 597-606.

« L'élaboration des positions nationales dans le cadre du semestre européen », *Rev. française d'administration publique RFAP*, 2016/2, pp. 531-543.

« La qualification de l'Union européenne par elle-même. Retour sur les qualifications jurisprudentielles de l'intégration européenne », *Annuaire de Droit européen*, 2014, pp. 89-106.

« La jurisprudence *Viking-Laval* et le nouveau cadre du détachement des travailleurs », *Revue de l'Union Européenne*, mars 2016, pp. 151-156.

« Les principes sociaux de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne sont-ils décoratifs ? A propos de l'arrêt *Association de Médiation Sociale* » (CJUE, gr. ch., 15 janvier 2014, C-176/12), *Recueil Dalloz* 2014, n° 11, pp. 705-710.

« The Directive on cross-border healthcare or the art of codifying complex case law », *Common Market Law Review*, 2012, vol. 49, n° 1, pp. 15-46.

« Quels droits pour les patients en mobilité ? A propos de la Directive sur les droits des patients en matière de soins transfrontaliers », *Revue française des affaires sociales*, 2012, n° 1, pp. 108-129.

« Le dialogue entre le Conseil constitutionnel et la Cour « L'article 6§1 de la Convention européenne, le Conseil constitutionnel et la question prioritaire de constitutionnalité », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, pp. 817-836.

« La citoyenneté européenne à la mesure des intérêts nationaux. A propos de l'arrêt *Förster* » (aff. C-158/07 du 18 novembre 2008), *Cahiers de Droit Européen*, n° 2, pp. 549-567.

« La mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité confrontée aux exigences de la Communauté de droit. Réflexions sur l'arrêt *Kadi* », *Rev. Aff. Eur. (RAE)* 2/2007, pp. 317-339.

« Le traité modificatif et la répartition des compétences entre l'Union et les Etats membres. Clarification ou régression ? », *Annuaire de Droit européen* 2007, pp. 101-122.

« Stratégie européenne pour l'emploi : les nouvelles orientations », *Droit Social*, 2005, n° 12, pp. 1210 à 1218.

« The Open Method of Coordination in the New Members States : the Perspectives for its Uses as a Tool of Soft Law », *European Law Journal*, 2005, vol. 11, n° 5, pp. 618 à 640.

Droit économique européen : concurrence, marchés régulés (transports, énergie), Union économique et monétaire

Anatomie du *level playing field* pour l'accès au marché européen: à propos des règlements « IMPI » et « subventions étrangères » », *Revue trimestrielle de droit européen (RTD Eur.)*, N° 4, 2024, pp. 633 à 651.

« La libéralisation du transport par car : l'articulation des sources internes et européennes », *Concurrences*, Dossier n° 2-2022, mai 2022.

« Les plans pour la reprise et la résilience: instrument d'approfondissement de la coordination des politiques économiques nationales », *Rev. Aff. Européennes (RAE)*, 2021/4, pp. 761-775.

« La centralité de la redevance dans l'effectivité de l'ouverture à la concurrence ferroviaire », *Energie - Environnement - Infrastructures*, mai 2021, n° 5, pp. 20-25.

« L'accès au réseau », *Rev. Franc. Droit administratif (RFDA)*, 2018, n° 5, p. 874 (dossier spécial sur la réforme ferroviaire et la transposition du 4^{ème} paquet ferroviaire)

« De la difficulté à concilier les impératifs concurrentiels et la satisfaction des exigences d'intérêt général sur les marchés régulés. A propos de l'intervention étatique sous forme de prix réglementés sur le marché du gaz », commentaire de CJUE, 7 septembre 2016, *ANODE*, aff. C-121/15, *Rev. Aff. Européennes (RAE)*, 2016/3, pp. 529-537.

« L'approfondissement de la gouvernance économique de l'Union et le sens de l'intégration », *Rev. Trimestrielle de droit européen (RTD Eur.)*, 2016, n° 3, juillet-septembre 2016, pp. 513-536

« La future réforme ferroviaire ou ce qu'ouvrir à la concurrence veut dire », *Recueil Dalloz* 2018, 2018.625, mars 2018

« Les prix réglementés et les marchés de l'énergie. Sursis, disparition, adaptation ? », *Rev. Franc. Droit administratif (RFDA)*, 2017, n° 6, pp. 1099-1115

« La bataille du Rail a commencé. Premières décisions de la Cour de justice sur la mise en œuvre des directives ferroviaires » (collab. C. Rapoport), *Europe*, juillet 2013, pp. 6-11.

Droit des contrats publics (européen et interne)

« Quand le régime du *in house* et les règles relatives à la modification des contrats de la commande publique s'entremêlent. A propos de l'arrêt *Fastned Deutschland GmbH & Co* (aff. C-452/23, date) », *AJDA*, sept. 2025.

« Vers des règles de commande publique distinctes pour les opérateurs d'Etats tiers sans accords de libre-échange. A propos de l'arrêt *Kolin* (C-652/22, date....), *AJDA* 31 mars 2025, n° 12/2025

« La concurrence dans les services ferroviaires conventionnés telle qu'elle ressort des appels d'offres des régions. Analyse des contrats de concessions ferroviaires », *Energie Environnement Infrastructures (LexisNexis)*, juin 2024, n° 6

« L'application du remède aux vices du contrat : la perspective du juge européen », *Revue des Contrats*, Dossier spécial « Les remèdes aux vices de la formation du contrat », 2022/4, décembre 2022, p. 171

« Centrale d'achat », *Dictionnaire de droit de la concurrence, Concurrences*, Art. N° 89100, 2022.

« Quel équilibre entre la transparence de la passation des marchés publics et la protection de la confidentialité des offres des soumissionnaires ? », *Revue des affaires européennes* 2022, n°4, p.845-852

« Les vingt ans de l'arrêt *Telaustria* : retour sur un « grand » arrêt malgré lui ? », *Revue Lamy de la Concurrence* 2022, n° 118, pp. 3-10

« L'encadrement européen de la commande publique face aux défis de la crise sanitaire », *Rev. Aff. Européennes*, 2020/2, nov. 2020, pp. 120-142

« L'ouverture de la concurrence dans le transport ferroviaire de voyageurs en France ou la vitesse de l'omnibus », *JCP Administration et collectivités territoriales*, décembre 2020, n° 50, pp. 2-10.

« Vers un transfert de gestion des lignes ferroviaires locales aux régions ? A propos de l'article 172 de la loi d'orientation des mobilités », *JCP Administrations et collectivités*, 2020, étude n° 2062.

« La genèse du Code de la commande publique » (collab. C. Frackowiak), *AJ Contrat d'affaires*, avril 2019, ref.

La place de la négociation dans la conclusion des marchés publics », *AJ Contrats d'affaires*, juillet 2016, n° 16, pp. 309-356

« L'influence grandissante des principes fondamentaux de la commande publique. A propos de l'arrêt *Borta* » (CJUE, 5 avril 2017, aff. C-298/15), *Revue Aff. Europ (RAE)*, 2017/2, pp. 343-351.

« Les exclusions », *Rev. Franc. Droit administratif (RFDA)* 2016, n° 2, pp. 227-237 (dossier spécial coordonné par le Pr. Delvolvé sur les ordonnances marchés public et concessions).

« Enjeux et négociation de la directive sur l'attribution de contrats de concession », *JCP A*, mai 2014, 2136

« La régulation sociale européenne et l'autorégulation: le défi de la cohérence dans le recours à la 'soft law' », (collab. E. Mazuyer) *Cahiers de droit européen*, 2010, vol. 45, pp. 295-

5) CHAPITRES D'OUVRAGES

Droit européen général – politiques sectorielles

« Articles 170 à 172 TFUE – Réseaux transeuropéens et développement de la mobilité militaire », in E. Bernard, Q. Loïez et S. Rodrigues (dir.), *L'Union européenne de la défense*, Bruylant, coll. Traités, 2024, pp. 545-558.

« La promotion de l'autonomie stratégique et l'introduction de nouveaux instruments de défense commerciale », in A. de Nanteuil (dir.), *Une approche juridique de la guerre économique*, Paris, Pedone, 2024, pp. 39-53

« La porosité du droit de l'Union aux théories économiques de la croissance. Etude de l'articulation entre la politique économique de l'Union et les différents modèles de croissance », in Maxence Chambon (dir.), *Le paradigme de la croissance en droit public*, LexisNexis, 2023, pp. 45-64

« La 'souveraineté européenne' : du discours au concept ? », in B. Nabli (dir.), *L'Etat intégré, un nouveau type d'Etat européen. Le cas de la France*, Bruylant, coll. Colloques, 2022, pp. 46-66.

« Parachever l'Europe Sociale ? Ombres et lumières de la proposition de directive relative au salaire minimum dans l'Union européenne », in *Le droit social en dialogue - Mélanges en l'honneur de Marie-Ange Moreau*, Bruylant, 2022, pp. 131-145.

« Article 40. Transposition », in A. Iliopoulou (dir.), *Directive 2004/38 relative aux droits des citoyens. Commentaire article par article*, 2020, Bruylant, pp. 557 à 565.

« Les attentes légitimes dans la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union », in S. Robert Cuende, *La protection des attentes légitimes en droit international, européen et droit public interne*, Presses Universitaires de Rennes, 2020, pp. 107-119.

« La politique sociale » in L. Clément Wilz (dir.), *Le rôle politique de la CJUE*, Bruxelles, Bruylant, coll. Droit de l'UE, 2018, pp. 335-345

« L'évaluation des réformes économiques et sociales par la Commission », in D. Dero, A. Annamayer (dir.), *L'évaluation en droit public*, LGDJ, coll. Centre Michel Hospital, Presses Universitaires de Clermont Ferrand, 2015, pp. 89-108.

Le mieux légiférer et la limitation du recours aux actes législatifs de l'Union, in N. Rubio, *La fabrication du droit de l'Union européenne dans le contexte du "Mieux légiférer"*, coll. Confluences des droits [en ligne], UMR DICE, Aix-en-Provence, 2017, pp. 95-112

« Le droit de l'Union saisi par l'objectif de croissance », in S. de La Rosa et al. (dir.), *L'Union Européenne et le fédéralisme économique*, 2015, Bruylant, coll. Droit de l'UE, pp. 381-408.

« L'adossement de l'Union bancaire au système juridique de l'Union » in F. Martucci (dir.), *L'Union bancaire*, Bruylant, coll. Droit de l'Union, série grands colloques, 2016, pp. 77 à 98.

« L'Union européenne en quête d'une meilleure législation. A propos du programme 'Mieux légiférer' », in (dir.) F. Péraldi, S. de La Rosa, *L'Union européenne et l'idéal de la meilleure législation*, 2013, pp. 49-68.

« L'écriture des libertés de circulations », in E. Dubout, A. Maitrot de la Motte (dir.), *L'unité des Libertés de circulation*, Bruylant, coll. Droit de l'UE, 2013, pp. 9-40.

« La transversalité de la solidarité dans les politiques matérielles de l'Union européenne », in C. Boutayeb (dir.), *La solidarité en droit européen*, Dalloz, coll. Thèmes et Commentaires, 2012, pp. 165-190.

« Normes sociales internationales et européennes : des interactions en quête de modèle », in E. Dubout, S. Touzé (dir.), *Les interactions entre normes européennes et internationales*, Pedone, coll. Droit européen, 2012, pp. 263-289.

« Le processus décisionnel à l'épreuve du recours à la méthode ouverte de coordination », in M. Blanquet (dir.), *La prise de décision dans le système de l'Union européenne*, Bruylant, coll. Droit de l'Union européenne, 2011, pp. 127-156.

« L'encadrement communautaire et international de la responsabilité sociale de l'entreprise », in E. Mazuyer (dir.), *Regards croisés sur le phénomène de la responsabilité sociale de l'entreprise*, La Documentation française, coll. Monde européen et international, 2010, pp. 123-146.

Marchés régulés

« How to deliver services of general interest and lay down boundaries to the market. Arguments for a renewed interpretation of the concept of public service obligation in EU law », in G. Sitaraman, *Networks, platforms and utilities*, Legal Handbook, Oxford University Press OUP, 2025 (à paraître)

« Concluding remarks: current legal issues and challenges related to the opening up to competition of passenger rail transport in Europe », in A. Laget (dir.), *The opening up to competition of passenger rail transport in Europe*, Bruylant, coll. Rencontres européennes, 2024, pp. 222-236

« The on-going process of liberalization of the railway sector in France. An European Perspective », in M. Finger, J. Montero (dir.), *Handbook on Railway Regulation. Concepts and practice*, Edward Elgar Publishing, 2020, pp. 60-80.

« La spécificité du marché ferroviaire en droit de l'Union », *Mélanges en l'honneur du Pr. Claude Blumann*, Bruylant, 2015, pp. 328-336.

« Les enjeux du quatrième paquet ferroviaire ou la définition d'un espace ferroviaire européen » (collab. C. Rapoport), in C. Rapoport (dir.), *L'espace ferroviaire unique européen*, Bruylant, coll. Rencontres européennes, 2015, pp. 5-30.

Droit des contrats publics (interne et européen)

« L'admission de l'arbitrage en droit des contrats publics au regard des exigences de la jurisprudence *Achmea* », in M. Combet, M. Lahouazi (dir.), *Arbitrage et droit de l'Union européenne*, Larcier, coll. Droit de l'Union, oct. 2025.

« L'articulation de la jurisprudence *Tarn et Garonne* avec les directives 'recours' » in S. Hiol (dir.), *Regards croisés sur les dix ans de la jurisprudence Département Tarn-et-Garonne. Bilan et perspectives en droits public et privé*, Mare et Martin, oct. 2025, pp. 90-104.

« Principe de minimis et droit des contrats publics » in F. Picod (dir.), *De minimis: les petites causes en droit de l'Union européenne*, Bruylant, coll. Droit de l'Union, 2024, pp. 89-103

« Le respect du principe de proportionnalité et l'exclusion des candidatures », in (dir.) V. Bouhier, *L'exclusion de la procédure de passation de la commande publique : l'examen des candidatures et des offres*, Institut Universitaire Varenne, 2023, pp. 134-155.

« Principles applying to procurement contracts entered into by EU institutions », in S. de La Rosa (dir.), *Principles of public contract in Europe*, Bruylant, 2022, pp. 153-165

« The Covid-19 crisis: the EU Public Procurement Legal Framework at a crossroads », in (dir.) D. Utrilla, A. Shabbir, *EU law in Times of Pandemic. The EU's Legal Response to Covid-19*, EU Law Live Press, Madrid, 2021, pp. 335-346.

« Cause du contrat ou contrepartie convenue » (collab. D. Houtcieff et D. Mazeaud), in V. Bouhier, D. Houtcieff (dir.) *Contrats de droit privé et contrats de droit administratif. Droit comparé interne*, LGDJ, 2019, pp. 61-81.

« Les principes fondamentaux de la commande publique devant la Cour de justice : le développement d'un contentieux de seconde génération ? », in E. Muller (dir.), *La commande publique, levier de l'action publique*, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2018, pp. 160-175.

« L'application par les groupements européens de coopération territoriale du droit de la commande publique », in R. Colavitti (dir.), *Les organismes européens de coopération territoriale*, Bruylant, Bruxelles, 2018, pp. 115-128.

« Les contrats de concession à l'épreuve du droit de l'Union ou le renouvellement d'une figure de la commande publique », in S. de La Rosa (dir.), *L'encadrement des concessions par le droit européen de la commande publique. Les apports de la directive 2014/23*, SLC, coll. TEE, 2014, pp. 9-37.

« La lutte contre la fraude et le droit européen de la commande publique », in F. Martucci, F. Picod (dir.), *La fraude et le droit de l'Union européenne*, Bruylant, coll. Droit de l'UE, 2017, pp. 213-232.

« Local autonomy and European public procurement law », in de La Rosa, Lhomme, Musa (dir.), *Good local governance. Application of European standards for local public services in France and Croatia*, Bruylant, coll. Rencontres européennes, 2016, pp. 60-72.

Libertés publiques

« Les libertés collectives », in S. Guinchard (dir.), *Grand oral : protection des libertés et droits fondamentaux*, Dalloz, coll. Préparation CRFPA, pp. 453-536 (réactualisation en 2015, 2017, 2018 et 2019) [refonte et actualisation de l'ouvrage réalisé par J. Duffar]

« La laïcité dans la jurisprudence de la CEDH », in B. Nabli (dir.), *La laïcité en questions*, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2019, pp. 161-175.

« La part du droit européen dans la reconnaissance des droits des détenus. Retour sur une influence à plusieurs visages », in S. Boussard (dir.), *Les droits de la personne détenue. Après la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009*, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2013, pp. 263-289.

6) CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE

- Chronique sur les « Contrats publics », *Annuaire de droit de l'Union européenne*, ed. Panthéon-Assas : 2018 (pp. 789-806), 2020 (pp. 1191-1207), 2021 (pp. 717-737), 2022 (pp. 1031-1051).

- Chronique sur la « Politique de cohésion économique, sociale et territoriale », Annuaire de Droit de l'Union Européenne 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 (étude de l'actualité législative et jurisprudentielle, sur 20 p., chaque année)

7) BILLETS DE BLOG, SITES INTERNET

- Plusieurs billets réalisés pour le site internet du « Club des juristes » : « L'ouverture à la concurrence des transports franciliens » (fev. 2023), « La crise du Covid-19 et la transformation de la commande publique. Une perspective européenne » (avril 2020), « La France peut-elle taxer les camions étrangers qui traversent son territoire » (sept. 2018), « La loi pour un nouveau pacte ferroviaire ou la nouvelle vie du rail » (juin 2018), "Les conclusions de l'AG Szpunar dans l'affaire Uber Spain » (mai 2017), « La clause 'molière' et le droit européen » (mars 2017).
- Plusieurs billets réalisés pour le « Blog de droit européen » : « La part du droit de l'Union dans la réforme ferroviaire » (mars 2018), « Difficultés et enjeux de l'Europe sociale » (mars 2017).
- Contribution à Lexbase : « Peut-il exister un protectionnisme européen en matière de marchés publics », Lebase, lettre juridique n° 928, 15 décembre 2022.
- Contributions au site « Achatpublic info » : « Souveraineté et achat durable dans la commande publique » (avril 2024), « Adapter le droit des marchés publics face à l'augmentation des droits de douane US » (juin 2025).

CV -Annexe 2

Encadrement doctoral et scientifique

ACTIVITES LIEES A L'ENCADREMENT DOCTORAL

Membre du conseil de l'école doctorale OMI (au titre de la direction du MIL)

Coordination de l'organisation des séminaires doctoraux au sein du MIL

2011-2017 : Membre du conseil de l'école doctorale SJPG Lille Nord de France

DIRECTION DE THESES SOUTENUES

M. Hicham Rassafi-Guibal, « La notion de preuve économique. Recherche sur les interactions entre droit et économie en droits administratifs internes et européens », soutenue en juin 2016 à l'Université de Valenciennes. Très honorable et félicitations du jury.

Jury : Pr. P. Idoux, D. Ritleng, F. Martucci, J. Sirinelli.

Débouché professionnel : qualifié CNU 02, avocat et professeur associé à l'Université du Luxembourg

M. Thomas Destailleurs, « L'obligation de service public en droit de l'Union européenne », soutenue en déc. 2018 à l'Université de Valenciennes. Nouveau régime de doctorat (sans mention).

Jury : Pr. G. Eckert, L. Grard, M. Karpenschif, F. Peraldi Leuneuf.

Débouché professionnel : qualifié CNU 02, chargé de mission au ministère de l'économie et des finances, en charge des dossiers liés à la directive « service ».

Mme Ana- Maria Oprea, « L'ouverture à la concurrence du transport interne de voyageurs. Etude à partir des applications en droit de l'Union et dans les droits nationaux », soutenue en déc. 2020 à l'UPEC. Thèse sous régime CIFRE avec l'entreprise Transdev.

Jury : Pr. L. Grard, A. Laget-Annamayer, Mme D. Gency-Tandonnet, N. Carpentier Daubresse (directeur juridique de l'Autorité de régulation des transports), Cl. Steinmetz (tuteur et directeur ferroviaire groupe Transdev).

Débouché professionnel : juriste *counsel* au sein du groupe Transdev

M. Frédéric Allemand, « Le régime juridique de la dette publique en droit de l'Union européenne », soutenue en décembre 2020 à l'Université de Valenciennes.

Jury : Pr. H. Hoffman, J.V. Louis, F. Martucci, V. Michel, B. de Witte.

Débouché professionnel : qualifié CNU 02, enseignant-chercheur à l'Université du Luxembourg

Huges Parmentier, « Les actions en dommages et intérêts pour infraction au droit de la concurrence », thèse codirigée avec le Pr. B. François sous le régime de la VAE, juillet 2022 UPEC

Jury : Pr. M. Chagny, L. Arcelin, S. Poillot Peruzzetto, J. Riffaut-Silk

DIRECTION DE THESES EN COURS

Charlotte Riccioni, « La notion de service public essentiel. Recherche à partir du droit interne et du droit européen » (depuis sept. 2021, contrat doctoral UPEC)

Abel Quessandier, « L'anticipation par les parties de l'exécution du contrat de la commande publique » (depuis 2022, convention CIFRE avec l'UGAP)

Anais Dumas, « Le marché intérieur du biogaz: recherche sur l'encadrement normatif d'une

énergie renouvelable » (depuis 2023, convention CIFRE avec l'entreprise Cidéés)

Maxime Capmarty, « Le régime juridique des contrats internationaux conclus par les établissements d'enseignement supérieur » (depuis 2025, financement « Aurora UPEC »)

MEMBRE DE JURYS DE THESES

Participation comme rapporteur

Nour Dallia, « L'appréhension contentieuse de la notion de force majeure en droit de l'Union européenne », nov. 2024, Univ. Nantes – membres du jury : J. Boudant, L. Potvin Solis (dir.), J-Ch. Barbato, S. Adalid

A. de Hauteclocque, « L'utilisation des outils de la politique de concurrence et du marché intérieur à des fins de politique énergétique dans l'Union européenne », sept. 2024, Univ. Montpellier - membres du jury: Cl. Vial, Ch. Maubernard (dir), Thomas Perroud, Philippe Maddalon

R. Ktorsa, « Les conditions de l'ouverture à la concurrence du marché ferroviaire », dec. 2023, Univ AMU – membres du jury : D. Bosco (dir.), C. Bloch, A-S Choné Grimaldi

Cl. Bories, « L'accès aux soins des ressortissants des pays tiers dans l'Union européenne », dec. 2023, Univ. Toulouse – membres du jury : N. de Grove (dir.), S. Barbou des Places, M. Blanquet, J-Ph. Lernoùd.

Petr Mádr « The application of the Charter of fundamental rights of the European Union by administrative courts in France and in the Czech Republic : comparative analysis », dec. 2022, Paris II – membres du jury : F. Martucci (dir), K. Richard, D. Sehnalek, M. Tomasek.

J. Rogier, « La sûreté au sein de l'espace ferroviaire unique européen », oct. 2022, Univ. Lille – membres du jury : M. Ubeda Saillard (dir.), C. Beaucillon, L. Grard

A. Faderne, « Le service universel en France », mars 2022, Univ. Limoges – membres du jury : H. Pauliat (dir.), A. Sée, M. Lombard, C. Broyer Capelle

K. Netsro, « Le règlement des différends dans la régulation économique sectorielle : les exemples de l'ARCEP, de la CRE et de l'ART », dec. 2021, Univ Paris Cité – membres du jury : A. Laget Annamayer (dir.), S. Rodrigues, F. Colly, A. Cartier Bresson

E. Richevilain, « L'interrégulation des autorités internationales, européennes et nationales en matière de régulation bancaire et financière », nov. 2021, Univ. Paris I – membres du jury : J-M. Sorel (dir), F. Martucci, H. Ascensio, A. Laget Annamayer

Olga Giakouminaki, L'acquis administratif du droit européen des marchés publics : une étude sur le droit administratif en tant qu'outil d'intégration européenne, sept. 2021, Univ Paris 2 – membres du jury : A. Iliopoulou (dir.), J-B. Auby, X. Grousot, Th. Perroud

O. Soulard, Le rôle des think tanks dans le processus décisionnel européen, nov. 2018, Univ. Bordeaux – membres du jury : A-M. Tournepiche (dir.), O. Costa, F. Fines

P. Berthelet, La sécurité intérieure européenne. Les rapports entretenus entre le droit et la politique publique, nov. 2016, Univ. Pau - H. Labayle (dir.), O. Dubos, S. Peyrou, E. de Capitani

M. Prokopiak, L'amélioration de la qualité rédactionnelle des textes législatifs. Approche comparée droit français - droit européen, dec. 2015, Univ. Limoges - membres du jury: H. Pauliat (dir.), P. Deumier, J. Morange, Ph. Raimbault, A-M. Tournepiche

Président de jury de thèses

Yann Lorans, « Le juge et le législateur de l'Union européenne : étude d'une protection collaborative des droits fondamentaux », nov. 2024, UPEC - membres du jury: E. Dubout, E. Muir (dir.) ; S. Garben, P. Van Nuffel, M. Wathelet, Cl. Vial, D. Ritleng,

Claire Mathieu, « La portée normative des valeurs de l'Union européenne », juin 2023, Univ. Lorraine - membres du jury: Y. Petit (dir.) ; A. Lilopoulou, M. Fartunova, C. Mestre.

Marie Hemery, « Citoyenneté fiscale et droit de l'Union européenne: de la protection européenne du contribuable national au consentement de l'impôt européen », janv. 2023, UPEC - membres du jury: A. Maitrot de la Motte (dir.) ; B. Delaunay, E. Traversa, A. Iliopoulou.

Timothée Tseki Nzalabatu, « Le droit congolais des contrats publics au regard des principes internationaux de la commande publique », dec. 2021, Paris 10 - membres du jury: L. Folliot-Lalliot (dir.), M. Moustapha Aidara, J-L. Esambo, C. Prebissy Schnall, S. Niang,

Katia Djefel, « La supervision financière dans l'Union européenne », janv. 2020, UPEC - membres du jury: J-J. Israel (dir.), A. Laget Annamayer, S. Adalid, J-Ph. Kovar,

Danielle Rojas, « L'utilisation de la notion d'identité constitutionnelle : recherche axée sur les acteurs de la mobilisation de l'identité constitutionnelle nationale dans l'Union européenne », dec. 2019, UPEC - membres du jury: D. Ritleng, B. Bonnet, F. Hourquebie, A. Levade (dir.)

Mme A-Claire Granjean, « Le tiers au marché public. Entre protection des intérêts particuliers et garantie de l'intérêt général », dec. 2016, Lille 2 – membres du jury : P. Meunier (dir.), M. Gautier, H. Hoepfner, F. Foliot Lalliot

Participation comme suffragant

Caroline Cormier, « Marchés publics et développement durable en droit international », juin 2025, Paris VIII – membres du jury : J.L. Iten, A. de Nanteuil (dir.), S. Robert Cuende, S. el Boudouhi, D. Jouve.

Ludwig Leroy, « Le détachement des travailleurs en droit de l'Union européenne », janv. 2024, Nantes – membres du jury : J-C. Barbato (dir), J-Ph. Lernould, F. Heas, S. Robin Olivier, S. Barbou des Places.

Vincent Bridoux, « Droit de la commande publique et droit de la concurrence de l'Union européenne : étude sur une dynamique commune », dec. 2019, Paris I – membres du jury : C. Prieto (dir.), S. Rodrigues, S. Braconnier, F. Martucci, O. Guézou.

GARANT D'HABILITATION A DIRIGER LES RECHERCHES (HDR)

L. Xenou, « L'effet horizontal des droits fondamentaux en droit du numérique de l'Union européenne », oct. 2025, UPEC

Cl. Marzo, « Les mutations du droit social européen au temps du travail de plateformes numériques », nov. 2022, UPEC

R. Colavitti, « Les transformations de l'Etat membre de l'Union européenne - Etude sur la dimension nationale du droit public européen », nov. 2017, Valenciennes.

D. Lhomme, « Territoires et citoyenneté en droit de l'Union », nov. 2016, Valenciennes.

V. Bouhier, « L'efficacité en droit de l'Union », dec. 2011, Valenciennes.

MEMBRE DE JURYS D'HDR

M. Fartunova, « Le système juridique de l'Union européenne et l'émergence du principe de confiance mutuelle, nouveau vecteur de l'intégration européenne ? », avril 2022, Univ. Nancy, membres du jury : S. Barbou des Places, A. Bouveresse, A. Iliopoulou, F. Picod, Y. Petit

S.J Priso Essawe, L'intégration « appropriée » Éléments juridiques pour une intégration économique « par soi » et « pour soi », mars 2019, Univ. Avignon, membres du jury : D. Costa, V. Michel, Cl. Vial, J. Gergkrat.

Marion Ho Dac, «Le traitement juridique de la circulation des personnes dans l'Union européenne - approche méthodologique », juin 2019, Univ. Valenciennes, membres du jury : C. Nourissat, J-S. Bergé, M-E. Ancel, S. Franck.